

Brochure n° 3120

Convention collective nationale  
IDCC : 468. – **COMMERCE SUCCURSALISTE  
DE LA CHAUSSURE**

ACCORD DU 6 JUIN 2019  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS POUR L'ANNÉE 2019  
NOR : ASET1951187M  
IDCC : 468

Entre :  
FEC,  
D'une part, et  
FNECS CFE-CGC ;  
CSFV CFTC ;  
FS CFDT,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Appointement mensuel pour les employés*

À compter du mois qui suit la signature de cet accord, il est institué de nouveaux minima mensuels conventionnels pour les employés :

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMA MENSUELS conventionnels 2019
1	–	1 521,22
2	–	1 527
2	2	1 532
3	–	1 536
3	2	1 557
4	–	1 577
4	2	1 587
5	–	1 618
5	2	1 628

## Article 2

### *Appointement mensuel pour les agents de maîtrise*

À compter du mois qui suit la signature de cet accord, il est institué de nouveaux minima mensuels conventionnels pour les agents de maîtrise :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMA MENSUELS CONVENTIONNELS 2019
6	–	1 768
7	–	1 973

## Article 3

### *Appointement annuel pour les cadres*

À compter du mois qui suit la signature de cet accord, il est institué de nouveaux minima conventionnels annuels pour les cadres :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMA CONVENTIONNELS 2019
8		25 988
8	2	27 234
9		29 106
9	2	30 978
10		33 265
11		37 423
12		42 620

## Article 4

### *Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés*

Au regard de la situation concurrentielle au sein de la branche, indépendante de l'effectif salarié de l'entreprise, prévoir des mesures spécifiques concernant les salaires minima serait facteur de distorsion de concurrence.

Il n'y a donc pas lieu de différencier les mesures prévues par le présent accord selon que l'entreprise emploie plus ou moins de 50 salariés.

## Article 5

### *Publicité. – Extension*

Le présent accord est établi en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire pour que chaque signataire en reçoive un original. Les organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national qui ne seraient pas signataires du présent texte en recevront une copie.

En outre, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera adressé, à l'expiration du délai des 8 jours d'opposition, à la direction générale du travail (une version papier et une version électronique), et auprès du conseil de prud'hommes de Paris (un exemplaire).

Les parties signataires conviennent de demander, dès connaissance du numéro de récépissé de dépôt, l'extension du présent accord auprès des services du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 6 juin 2019.

(Suivent les signatures.)